

14^e PANEL CONSULTATIF D'EDC SUR L'INDUSTRIE (2019)

SOMMAIRE

INTRODUCTION

Le Panel consultatif d'Exportation et développement Canada (EDC) sur l'industrie est composé de représentants d'associations industrielles nationales, qui représentent à leur tour des entreprises de toutes tailles dans divers secteurs (services financiers, ressources naturelles, technologies propres, fabrication, etc.). Le Panel se rassemble chaque année pour discuter de questions commerciales et conseiller EDC sur les moyens de soutenir les entreprises canadiennes plus efficacement. Il compte cette année deux nouveaux participants : la Chambre de commerce LGBT+ du Canada et *l'Organization of Women in International Trade*. Le présent sommaire donne un bref compte rendu des réunions tenues les 27 et 28 mai 2019 à Ottawa.

FAITS SAILLANTS DE LA SOIRÉE D'ACCUEIL

À la soirée d'accueil du 27 mai, Mairead Lavery, présidente et chef de la direction d'EDC, a souhaité la bienvenue aux invités et tout particulièrement à l'honorable Mary Ng, ministre de la Petite entreprise et de la Promotion des exportations. Elle a ensuite brièvement parlé des récentes réalisations d'EDC, comme le fait d'avoir aidé des entreprises à profiter de l'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste, l'ouverture de quatre nouveaux bureaux et le positionnement des valeurs d'EDC au cœur de ses activités.

M^{me} Ng a parlé de l'importance de la collaboration entre les chefs de file de l'industrie et le gouvernement pour pénétrer de nouveaux marchés. Elle a mentionné qu'en 2017, seulement 12 % des PME canadiennes ont exporté, et que la plupart de ces exportations allaient aux États-Unis, ce qui témoigne d'occasions manquées de diversifier les exportations et d'augmenter la productivité et la création d'emplois. La ministre a reconnu que les PME ont besoin de davantage de soutien, notamment sur les plans de l'accès au capital, des études de marché et des questions de propriété intellectuelle. L'investissement de 1,1 milliard de dollars de la stratégie de diversification des exportations et le soutien du fédéral pour le Programme d'accélération du commerce international sont deux exemples de la participation gouvernementale à ces égards.

FAITS SAILLANTS DU PANEL CONSULTATIF

Le 28 mai, M^{me} Lavery a souhaité la bienvenue au Panel, au siège social d'EDC, et a formulé quelques réflexions sur ses 100 premiers jours à titre de présidente et chef de la direction avant de présenter les membres de son équipe de même que l'animateur du panel, Nadim Kara, de Stratos.

Les panélistes ont ensuite écouté deux conférenciers de marque, qui ont résumé la conjoncture macroéconomique et politique afin d'alimenter les discussions de la journée, puis ils se sont séparés en groupes pour discuter des deux sujets au programme : la diversification du commerce et les pratiques responsables et durables. Après quoi les participants se sont réunis en assemblée plénière, et la journée s'est terminée par une table ronde.

MISE EN CONTEXTE : LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

Remarques du gouvernement du Canada – Ailish Campbell, Ph. D., déléguée commerciale en chef et sous-ministre adjointe, Affaires mondiales Canada

M^{me} Campbell a traité de l'adaptation des rôles du Service des délégués commerciaux selon l'évolution du commerce des biens et services, par exemple avec l'émergence d'entreprises numériques, lesquelles sont « mondiales par nature ». Elle a souligné l'importance de fournir un service des plus efficaces aux entreprises canadiennes à l'aide d'une stratégie « sans mauvaise porte », de sorte que les entreprises soient redirigées rapidement vers les bonnes ressources. M^{me} Campbell a mentionné l'importance des accords de libre-échange du Canada dans la diversification des exportations tout en reconnaissant les défis soulevés par le fait de travailler avec des partenaires et dans des pays qui ne partagent pas les mêmes lois, règles et pratiques commerciales. Enfin, elle a parlé des avantages du commerce inclusif avec des groupes sous-représentés.

Perspectives économiques mondiales : Peter Hall, vice-président et économiste en chef, EDC

M. Hall a présenté les facteurs macroéconomiques qui influencent l'économie mondiale et a souligné la présence d'indicateurs, comme la demande comprimée dans des secteurs importants, indiquant qu'il n'y aurait pas lieu de craindre une récession. Ses propos ont aussi porté sur les défis relatifs à la main-d'œuvre et sur l'inégalité de la richesse qui, selon lui, ont peut-être contribué à la hausse spectaculaire du soutien populaire pour les partis extrémistes de part et d'autre de l'échiquier politique. M. Hall a conclu en appelant les entreprises canadiennes à agir : elles devraient saisir les occasions découlant de la demande comprimée sur le marché des États-Unis.

PRINCIPAUX SUJETS ISSUS DES DISCUSSIONS DU PANEL CONSULTATIF

Sujets enchâssés

- *Les PME ne sont pas conscientes de toutes les ressources à leur disposition* : Selon les participants, leurs membres ne connaissent que peu les ressources à leur disposition pour les aider à diversifier leurs exportations et à exercer leurs activités de manière responsable.
- *Les PME ont besoin d'aide pour adopter le numérique* : Dans tous les secteurs, de nouvelles technologies et plateformes commerciales transforment les risques et les débouchés liés au commerce international. Les entreprises ont besoin d'aide pour saisir les occasions et gérer le risque (cybersécurité).
- *Les PME ont surtout besoin de services de soutien pratique pour compenser l'insuffisance de temps, de compétences et de ressources* : Les PME apprécient les conseils pragmatiques (outils de conseils opérationnels pratiques, mentorat en la matière et échanges entre entrepreneurs) pour soutenir leurs efforts en diversification des exportations et en pratiques responsables.
- *Le gouvernement doit se montrer plus fier de l'industrie canadienne* : Certains participants du Panel ont mentionné qu'à l'avis de leurs membres, le gouvernement ne reconnaît pas à leur juste valeur les retombées positives de leur secteur, en particulier pour les secteurs des ressources naturelles. Selon d'autres participants, le Canada serait trop humble; il devrait se montrer plus fier de la présence de ses entreprises sur la scène internationale, souligner leur succès et diffuser leur histoire dans le monde entier.

Soutenir l'expansion, l'exportation et la diversification commerciale

- *Aplanir les obstacles structurels* : Pour certains secteurs, la réussite à l'étranger dépend de l'élimination d'obstacles structurels relatifs au financement, aux infrastructures, à la main-d'œuvre et au soutien en matière d'innovation.
- *Le capital étranger a deux tranchants* : Quand les PME grandissent et exportent, elles peuvent devenir la cible d'une acquisition étrangère. Il n'est pas clair comment un investissement étranger peut jouer sur les efforts de diversification des exportations.
- *Les accords de libre-échange ne suffisent pas* : Pour certains secteurs, les exportations peuvent en fait diminuer après la signature d'accords de libre-échange à cause de l'apparition d'obstacles au commerce non tarifaires.
- *Aplanir les obstacles à la croissance inclusive* : Divers groupes (nouveaux arrivants, femmes, populations autochtones et personnes LGBT+) sont sous-représentés dans les chaînes d'approvisionnement publiques et privées. Ces barrières systémiques empêchent les entreprises qui appartiennent à des membres de ces groupes de produire de la valeur pour le Canada.
- *Les chaînes de valeur sont une importante plateforme de diversification* : Plusieurs PME canadiennes s'intègrent aux chaînes de valeur nord-américaines et mondiales, lesquelles peuvent être mises à profit pour les aider à grandir et à exporter.
- *La nécessité de la Chine* : Les PME qui s'intéressent à la diversification ont besoin d'une stratégie relative à la Chine.

Soutenir la responsabilité et la durabilité des entreprises

- *Simplifier le langage et la pratique de la responsabilité et durabilité des entreprises (RDE)* : Les PME n'ont souvent ni le temps, ni les ressources, ni les compétences pour mettre en pratique les innombrables normes, initiatives et concepts de la RDE.
- *Tension entre le leadership éthique et le marché mondial* : Même si les entreprises mènent souvent une analyse de rentabilisation avant d'adopter des pratiques exemplaires en matière d'éthique et de durabilité, cet aspect représente parfois un obstacle pour accéder à de nouveaux marchés ou y être concurrentielles. Le marché et les gouvernements devraient prendre des mesures d'encouragement de la RDE pouvant se concrétiser plus rapidement.

RECOMMANDATIONS POUR EDC

En résumé, les participants ont fait à EDC les suggestions suivantes :

- Continuer d'explorer de nouvelles façons d'informer les entreprises canadiennes sur les services à leur disposition;
- Se faire la championne des entreprises canadiennes, parmi les organismes fédéraux, pour ce qui est de faire savoir ce dont elles ont besoin pour améliorer leur résilience et leur réussite à l'étranger (en particulier quant aux obstacles structurels comme l'infrastructure, la main-d'œuvre ou le financement de l'innovation);
- Approfondir et améliorer ses initiatives de « création de débouchés commerciaux » en mettant à profit ses réseaux afin de positionner les entreprises canadiennes en tant que fournisseurs de choix dans le monde entier;

- Élaborer, avec ses partenaires gouvernementaux (p. ex., le Service des délégués commerciaux), des services de conseils pratiques et de soutien à la mise en œuvre pour aider les PME canadiennes à :
 - exercer leurs activités de manière responsable et rendre compte de leurs résultats;
 - repérer et saisir des occasions d'exportation issues des accords de libre-échange;
- Collaborer avec l'industrie, le gouvernement et la société civile pour développer la « marque du Canada », puis promouvoir et assister les entreprises qui représentent cette marque;
- Trouver des manières d'encourager et de récompenser les pratiques exemplaires en matière de RDE;
- Offrir ses gammes de service de base selon une approche par secteur;
- Collaborer avec d'autres organismes fédéraux pour aider les PME canadiennes à tirer profit des nouvelles technologies de toutes sortes (technologies propres, technologies financières, biotechnologies, technologies classiques de l'information et des communications, numérisation, apprentissage machine, automatisation, etc.).

ANNEXE : MEMBRES DU PANEL CONSULTATIF D'EDC SUR L'INDUSTRIE (2019)

Présents

Warren Ali

Vice-président, Innovation
Association des fabricants de pièces d'automobile
du Canada (APMA)

Claire Citeau

Directrice générale
Alliance canadienne du commerce agroalimentaire
(ACCA)

Bob Kirke

Directeur général
Fédération canadienne du vêtement (FCV)

Ryan McEachern

Directeur général
Mining Suppliers Trade Association CANADA
(MSTA)

Neil Parmenter

Président et chef de la direction
Association des banquiers canadiens (ABC)

Trevin S. Stratton

Économiste en chef
Chambre de commerce du Canada (CCC)

Corinne Pohlmann

Vice-présidente principale des affaires nationales
Fédération canadienne de l'entreprise
indépendante (FCEI)

Dennis Darby

Président
Manufacturiers et Exportateurs du Canada (MEC)

Derek Nighbor

Président
Association des produits forestiers du Canada
(APFC)

Ben Chalmers

Premier vice-président
Association minière du Canada (AMC)

Denis Leclerc

Président et chef de la direction, Écotech Québec
CanadaCleantech Alliance/Écotech Québec

Darrell Schuurman

Cofondateur et chef de la direction
Chambre de commerce LGBT+ du Canada

Alma Farias

Membre du conseil d'administration
Organization of Women in International Trade
(OWIT) – Toronto

Absents

- Association des industries aérospatiales du Canada (AIAC)
- Association des firmes d'ingénieurs-conseils du Canada (AFIC)
- Association des industries canadiennes de défense et de sécurité (AICDS)
- Association canadienne des importateurs et exportateurs (IE Canada)
- Association canadienne des producteurs pétroliers (ACPP)
- Association canadienne de la construction (ACC)
- Association canadienne de la technologie de l'information (ACTI)